Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1871.

Crédit supplémentaire de 5,000,000 de francs au Département de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsque la guerre a éclaté entre deux puissantes nations voisines, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour assurer, d'une manière efficace, la neutralité du territoire belge. Les dépenses extraordinaires occasionnées par la mise de l'armée sur le pied de guerre ont été couvertes, pendant le deuxième semestre de l'année écoulée, au moyen des crédits supplémentaires accordés au Département de la Guerre par les lois des 5 et 30 septembre 1870.

Par une autre loi du 31 décembre dernier, le Département de la Guerre a été autorisé à affecter aux dépenses extraordinaires de l'armée, pendant l'exercice 1871, le reliquat que présentera le crédit supplémentaire alloué, pour l'année 1870, par la loi précitée du 30 septembre.

En soumettant à la Législature le projet de loi concernant ce transfert (séance du 13 décembre), le Gouvernement a fait connaître qu'il présumait que le reliquat des fonds accordés pour l'exercice 1870 permettrait, à moins d'événements tout à fait imprévus, de maintenir nos forces militaires, sur le pied où elles se trouvaient alors, jusqu'à la fin de janvier 1871.

Le chiffre exact de ce reliquat ne peut être précisé dès à présent; mais, d'après les évaluations approximatives faites pour se rendre compte de la situation générale du Budget de 1870, il est permis de supposer qu'il s'élèvera à environ 750,000 francs.

Cette somme aurait été, à peu près, suffisante pour l'entretien, pendant un mois, des effectifs existant au 1^{er} janvier, en sus du chiffre moyen du pied de paix, si, dans les premiers jours du mois de janvier, le Gouvernement,

préoccupé de la nécessité de renforcer la garde de notre frontière, non loin de laquelle se font différents sièges, et dont se rapprochent, en d'autres endroits, deux armées belligérantes, n'avait dû rappeler les hommes, non mariés, de plusieurs classes de milice de toutes armes.

La tâche imposée à nos troupes est complexe : nous devons, en effet, non-seulement veiller, depuis Arlon jusqu'à la mer, sur plus de 60 lieues de frontière le long de laquelle on se bat, mais encore pourvoir à la garde des internés, et à tout le service ordinaire de l'intérieur du pays.

Nous avons donc été obligés d'augmenter nos effectifs, et de cantonner des troupes sur certains points du territoire.

Les dépenses extraordinaires pour solde et nourriture seront, par conséquent, plus élevées que celles qu'on prévoyait au mois de décembre dernier. D'un autre côté, les prix du pain, de la viande et des fourrages sont portés au budget de 1871 à des taux qui sont loin de représenter la valeur actuelle de ces denrées; et il faut prévoir, de ce chef, une augmentation de dépenses assez considérable.

Le Gouvernement estime qu'une somme de cinq millions de francs sera nécessaire pour la solde, l'entretien, etc., pendant trois mois, des troupes excédant les effectifs prévus au Budget de 1871, indépendamment du reliquat qui deviendra disponible sur le crédit alloué, le 30 septembre dernier, pour l'exercice 1870.

Le projet de loi ci-annexé, que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Législature, a pour but d'obtenir les fonds nécessaires pour faire face à ces dépenses extraordinaires.

Le Gouvernement désire vivement, il est à peine besoin de le dire, que la durée des événements ne l'oblige pas à dépenser en entier le crédit qu'il sollicite, et dont il n'usera qu'avec la plus grande économie. Sans nuire à la sécurité nationale, il lui a été possible de faire face aux exigences de la situation avec les crédits accordés le 30 septembre, pendant un temps beaucoup plus long qu'on ne l'avait prévu. Le Gouvernement espère, cette fois encore, rester en dessous de son estimation. -

Le Ministre de la Guerre,

GUILLAUME.

Le projet de loi ci-annexé, que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Législature, a pour but d'obtenir les fonds nécessaires pour faire face à ces dépenses extraordinaires.

travaux au profit de la marine et de l'armée, par le
dépense de 3 millions de francs (3) [N° 75]
pour l'année 1871, par le Ministre de la Guerre expose
que cet exposé est émané de

PROJET DE LOI.

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre
nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre
des Finances

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de
l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre
nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre
des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département de la Guerre un crédit sup-
plémentaire de cinq millions de francs (fr. 5,000,000),
pour faire face aux dépenses résultant de diverses mesures
extraordinaires, pendant l'exercice 1871.

ART. 2.

Ce crédit sera réparti par arrêtés royaux entre les articles
du Budget de 1871, suivant les besoins du service.

Il sera rendu à la Législature un compte détaillé de l'em-
ploi de ce crédit, ainsi que des diverses mesures extraordi-
naires qui l'auront nécessité.

ART. 3.

Ce crédit sera couvert par une émission de bons du Trésor
ou d'obligations belges 4 1/2 p. 0/0 de la 6^{me} série.

ART. 4.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publi-
cation.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1871.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

GUILLAUME.

Le Ministre des Finances,

V. JACOBS.